

Journal du Yémen

N° 13 du 23.02 au 24.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_yemenites.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

La main des Etats-Unis, dans le massacre du peuple yéménite.

3 Vidéo

3-1 Un pont de la DGSE nous apprend qu'Al Qaïda n'existe pas...

4 Brèves

4-1 Les Etats-Unis considèrent M. Saleh comme un allié dans la guerre contre Al-Qaïda

4-2 Des officiers de haut rang rejoignent les protestataires.

4-3 Ahmed Abderrahman : Les militaires accaparent la révolution.

5 Dossier

5-1 Malbrunot : Ali Abdallah Saleh « On me demande de partir, mais je ne partirai que par les urnes »,

5-2 Nadine Acoury : Ali Abdallah Saleh est en bout de course.

4- 2 Kurt Nimmo, Georges Zeter : Utilisation de gaz neurotoxiques contre les manifestants au Bahreïn et au Yémen rapportent des médecins.

5 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 CJPMO : Le gouvernement yéménite fait maintenant « disparaître » les activistes.

6 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion

6-1 **Yémen**, et mouvement de la guerre

6-2 La tendance dans le monde arabe

6-3 N.Raad : [S.Nasrallah: Les peuples arabes triompheront. Les US complotent avec les régimes](#)

7 Annexe

7-1 Ikram GHIOUA : [FBI : Le futur 'terroriste' a-t-il un profil-type?](#)

Tiré à part :

La main des Etats-Unis, dans le massacre du peuple yéménite.

Le Commandant des forces américaines, en Afghanistan, le Général David Petraeus, a proposé au régime yéménite d'accueillir les forces américaines, pour former les forces militaires et sécuritaires du Yémen, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, écrit le quotidien "Guardian". Dans la répression et le massacre sans merci des gens qui souhaitent la réalisation de leurs revendications, les forces yéménites ont utilisé les méthodes qu'ils ont apprises des militaires US, estiment certains experts. Se référant aux documents, publiés, par le site "Wikileaks", "Guardian" ajoute que David Petraeus et Ali Abdallah Saleh se sont entretenus, en août 2009, et ont insisté sur le rehaussement du niveau des ces entraînements. Par la médiation du Général Petraeus, le Yémen a, également, reçu 25 blindés M-113, de la Jordanie. Petraeus a, aussi, envoyé, au Yémen, le

commandant des unités spéciales américaines, à Sanaa, pour préparer les entraînements militaires. Israël, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et la Jordanie sont les principaux alliés des Etats-Unis, dans la région. Un ancien ambassadeur américain, au Yémen, a confirmé qu'Ali Abdallah Saleh qui, d'ailleurs, se soucie, toujours, de sa sécurité, s'intéressait beaucoup au fait que les forces américaines puissent entraîner les Yéménites.

20/03/20

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/110906-lq-main-des-etats-unis-dans-le-massacre-du-peuple-yemenite>

1 Yémen - Au jour le jour

01-03

Des centaines de milliers de manifestants anti-gouvernementaux sont descendues mardi dans les rues du Yémen pour une "journée de la rage", appelant à mettre fin au 33 années de pouvoir du président Ali Abdallah Saleh.

"La population souhaite renverser le président Saleh et son gouvernement", ont scandé des protestataires à Sanna et dans d'autres provinces.

xinhua

08/03/

Cinq personnes ont été tuées, et des dizaines d'autres, blessées, dans les affrontements de lundi, dans diverses régions du Yémen. Les forces de sécurité yéménites ont attaqué, par hélicoptères et à l'arme lourde, l'Est de Sanaa. D'après la chaîne Al-Jazira, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles et lancé des gaz lacrymogènes sur les étudiants rassemblés devant l'Université d'Aden, pour les disperser. Un des étudiants a été touché par balle et quelques autres ont été asphyxiés, d'après les témoins oculaires. Les dépêches font état de la préparation des étudiants à une manifestation plus grande, à Aden, et dans diverses autres villes du Yémen. Les protestataires yéménites ont annoncé qu'avec le refus d'Ali Abdallah Saleh de se retirer du pouvoir, ils continueraient leurs manifestations, jusqu'au départ définitif de ce dernier.

<http://french.irib.ir>

09/03/2011

Un million de personnes ont manifesté, au Yémen, en guise de protestation contre l'attitude des forces du régime d'Ali Abdallah Saleh, qui tirent sur les protestataires.

Selon Reuters, un adolescent de 12 ans a été tué, et des dizaines d'autres, blessés, par les tirs des forces gouvernementales, dans la foulée des manifestations de mardi.

A rappeler, également, que 150 effectifs des forces militaires yéménites ont rejoint les protestataires.

<http://french.irib.ir>

08-03

Cinq personnes ont été tuées, et des dizaines d'autres, blessées, dans les affrontements de lundi, dans diverses régions du Yémen. Les forces de sécurité yéménites ont attaqué, par hélicoptères et à l'arme lourde, l'Est de Sanaa.

D'après la chaîne Al-Jazira, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles et lancé des gaz lacrymogènes sur les étudiants rassemblés devant l'Université d'Aden, pour les disperser. Un des étudiants a été touché par balle et quelques autres ont été asphyxiés, d'après les témoins oculaires. Les dépêches font état de la préparation des étudiants à une manifestation plus grande, à Aden, et dans diverses autres villes du Yémen. Les protestataires yéménites ont annoncé qu'avec le refus d'Ali Abdallah Saleh de se retirer du pouvoir, ils continueraient leurs manifestations, jusqu'au départ définitif de ce dernier. <http://french.irib.ir>

09-03

Une personne a été tuée, suite à une émeute, survenue, dans une prison de Sanaa. Cité par l'AFP, un responsable de la sécurité yéménite a confirmé l'information, ajoutant qu'au moins, 60 autres personnes, ont été blessées, au cours de cette mutinerie, dont certains, grièvement.

<http://french.irib.ir>

10-03

La police est de nouveau intervenue dimanche à coups de matraque pour empêcher plusieurs milliers de manifestants d'accéder, pour la troisième journée consécutive, à la principale place dans le centre de la capitale yéménite, Sanaa. Les forces de sécurité, samedi, avaient déjà repoussé des manifestants qui

célébraient la démission la veille du président égyptien Hosni Moubarak et réclamaient le départ du président yéménite Ali Abdallah Saleh.

Dimanche, plusieurs manifestants ont été blessés et une vingtaine ont été interpellés par la police.

Source New Orient News (Liban)

13/03

Samedi, les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants réclamant la chute du Président Ali Abdallah Saleh.

L'un d'entre eux était un enfant âgé de douze ans. Des centaines d'autres personnes ont été blessées. Cinq personnes ont été tuées, et des centaines d'autres, blessées, samedi, au Yémen, lors de tirs des forces de sécurité sur des manifestants réclamant la chute du Président Ali Abdallah Saleh. Les protestataires accusent la police d'avoir utilisé des gaz toxiques. D'après un médecin, membre du comité médical mis en place par les organisateurs du sit-in de Sanaa : «Ce sont des gaz toxiques qui paralysent le système nerveux et l'appareil respiratoire et provoquent des évanouissements». Démenti des autorités : «Il s'agit de gaz lacrymogènes». A Sanaa, la police a lancé son assaut, à l'aube, contre les manifestants qui campent, depuis le 21 février, sur la place de l'Université. Des étudiants et écoliers sont descendus dans les rues d'autres villes du pays, pour protester contre cette attaque. Plusieurs centaines d'entre eux ont été dispersés, à Aden, grande ville du sud, où la police a, aussi, été accusée d'avoir utilisé des gaz toxiques.

<http://french.irib.ir>

17-03

5 élèves ont été tuées, mercredi par des forces de sécurité. L'incident s'est produit mercredi à Taiz, à 200 km (125 miles) au sud de la capitale Sanaa. Plusieurs lycéennes ont également été blessées par les partisans de Saleh qui leur jetaient des pierres pour les empêcher de se joindre à des rassemblements anti-gouvernementaux, selon un correspondant de Press TV. Plus tôt dans la journée, les forces yéménites ont tué un manifestant anti-gouvernemental et en ont blessé 200 autres dans la ville d'Al-Hudaydah, située au bord de la mer Rouge, où les forces progouvernementales ont employé des balles en caoutchouc, des gaz lacrymogène pour s'en prendre aux manifestants.

<http://french.irib.ir>

18/03/

Au moins, 84 manifestants, ont été blessés, au Yémen, par les forces de sécurité, qui ont ouvert le feu sur les manifestants et ont utilisé des gaz lacrymogènes, pour les disperser.

80 Manifestants anti-régime ont été blessés, dans la ville méridionale de Taïz, et quatre autres, dans la capitale, Sanaa. Mais les médias d'Etat, sous contrôle strict de la censure du gouvernement, n'ont fait aucune mention de ces incidents. Les affrontements ont éclaté, lorsque des partisans du régime ont jeté des pierres et ont utilisé des matraques contre des manifestants anti-gouvernement. Cette violence vient, un jour après que les forces gouvernementales ont tué huit manifestants de l'opposition, dont cinq écolières, dans les villes de Hodeyda et Taïz. Cet Etat de la péninsule arabique, voisin du géant pétrolier saoudien, a été frappé par des semaines de manifestations contre Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

<http://french.irib.ir>

La police est de nouveau intervenue dimanche à coups de matraque pour empêcher plusieurs milliers de manifestants d'accéder, pour la troisième journée consécutive, à la principale place dans le centre de la capitale yéménite, Sanaa. Les forces de sécurité, samedi, avaient déjà repoussé des manifestants qui célébraient la démission la veille du président égyptien Hosni Moubarak et réclamaient le départ du président yéménite Ali Abdallah Saleh. Dimanche, plusieurs manifestants ont été blessés et une vingtaine ont été interpellés par la police. Saleh, qui est au pouvoir depuis 30 ans, a cherché à calmer le jeu en s'engageant à ne pas se représenter à l'issue de son mandat qui s'achève en 2013. Le gouvernement central du Yémen n'a guère de contrôle sur le pays en dehors de la capitale. Le pays, en proie à divers conflits, est devenu le refuge des militants d'Al-Qaïda, dont la branche locale, Al-Qaïda dans la péninsule arabique, est une des plus actives. Des policiers en civil, armés de bâtons et de couteaux, ont participé à la répression des manifestants aux côtés des policiers en uniforme. Dans le même temps, des barbelés ont été déroulés tout autour de la place el-Tahrir de Sanaa, où des manifestants pro-gouvernementaux ont été installés par les forces de l'ordre, pour éviter que les manifestants de l'opposition n'occupent cette place, à l'image des Egyptiens sur la place cairote du même nom. Les pro-gouvernementaux y ont passé la nuit. Dimanche, les manifestants réclamant la chute du régime, dont une grande majorité d'étudiants, ont donc choisi de se rabattre sur la place Hada.

Source New Orient News (Liban)

21-03

Des combats entre rebelles du nord Yémen et des unités militaires et tribales fidèles au régime de Sanaa ont fait vingt morts dimanche, ont annoncé lundi des sources militaires.

Les affrontements ont eu lieu dans la région de al-Jawf, proche de la frontière avec l'Arabie saoudite, selon ces mêmes sources.

Ils ont opposé des combattants de la rébellion houthie active dans cette région et des soldats et des éléments des tribus soutenant le président Ali Abdallah Saleh.

2 Politique

a) Yemen

Le président : Ali Abdallah Saleh

New Orient News : Saleh, s'engage à ne pas se représenter

Saleh, qui est au pouvoir depuis 30 ans, a cherché à calmer le jeu en s'engageant à ne pas se représenter à l'issue de son mandat qui s'achève en 2013.

Le gouvernement central du Yémen n'a guère de contrôle sur le pays en dehors de la capitale. Le pays, en proie à divers conflits, est devenu le refuge des militants d'Al-Qaïda, dont la branche locale, Al-Qaïda dans la péninsule arabique, est une des plus actives. Des policiers en civil, armés de bâtons et de couteaux, ont participé à la répression des manifestants aux côtés des policiers en uniforme. Dans le même temps, des barbelés ont été déployés tout autour de la place el-Tahrir de Sanaa, où des manifestants pro-gouvernementaux ont été installés par les forces de l'ordre, pour éviter que les manifestants de l'opposition n'occupent cette place, à l'image des Egyptiens sur la place cairote du même nom. Les pro-gouvernementaux y ont passé la nuit. Dimanche, les manifestants réclamant la chute du régime, dont une grande majorité d'étudiants, ont donc choisi de se rabattre sur la place Hada.

Source New Orient News (Liban)

01-03

Le président yéménite, Ali Abdullah Saleh, a accusé mardi Israël et les Etats-Unis de fomenter la vague d'instabilité qui touche le monde arabe, dont le mouvement de contestation le visant à Sanna.

"Ce qui s'est passé dans le monde arabe est comploté par Israël et mis en œuvre par la Maison Blanche à travers la manipulation des médias internationaux", a estimé M. Saleh lors d'une conférence de presse tenue dans la capitale yéménite, en vue d'apaiser les tensions politiques accrues et de retrouver une solution pour empêcher la propagation de l'instabilité dans son pays.

3/1

xinhua

31-03

Des centaines de milliers de manifestants anti-gouvernementaux sont descendues mardi dans les rues du Yémen pour une "journée de la rage", appelant à mettre fin au 33 années de pouvoir du président Ali Abdullah Saleh.

"La population souhaite renverser le président Saleh et son gouvernement", ont scandé des protestataires à Sanna et dans d'autres provinces.

xinhua

Le président Ali Abdallah Saleh limoge son gouvernement

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a limogé dimanche son gouvernement, 48 heures après la brutale répression d'une manifestation contre son régime qui a fait, selon des sources médicales, une cinquantaine de morts. Lire la suite l'article

Cette violence avait continué à provoquer une hémorragie dans les rangs du régime, en butte depuis des semaines à une révolte populaire croissante visant au départ immédiat de Saleh.

Abdallah Alsaïdi, représentant permanent du Yémen aux Nations unies, avait annoncé dimanche sa démission, de même que la ministre des Droits de l'homme, Houda al Ban, seconde membre du gouvernement à quitter le gouvernement depuis vendredi.

"Cette situation critique nous empêche de poursuivre notre travail sous un régime qui ne respecte pas les droits de l'homme et les libertés", a déclaré Ban, disant parler également au nom de son adjoint Ali Tayssir.

Vendredi, c'était le ministre du Tourisme, Nabil Hassan al Fakih, qui avait démissionné du gouvernement et du parti au pouvoir. Le président de la commission des Affaires étrangères du parti et l'ambassadeur en Russie avaient également annoncé leurs démissions.

Deux autres membres en vue du parti, dont le directeur de l'agence de presse officielle, Nasser Taha Moustafa, avaient, eux aussi, depuis, annoncé leurs démissions.

EFFORTS DE MÉDIATION SAOUDIENS

Vendredi, des tireurs embusqués sur les toits ont tué, selon des sources médicales, jusqu'à 52 manifestants à la sortie de la grande prière hebdomadaire, qu'une foule immense a enterrés dimanche côte à côte dans un cimetière de Sanaa proche d'un camp militaire.

Le drame de vendredi a incité Saleh à décréter pour une durée d'un mois l'état d'urgence, qui augmente les pouvoirs de la police et restreint la liberté de réunion ainsi que celle d'aller et venir.

Depuis des semaines, des dizaines de milliers de manifestants réclament le départ du président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, d'abord à la tête du Nord-Yémen puis du Yémen réunifié.

Mais, si le chef de l'Etat a promis de ne pas se représenter, il a exclu d'écourter son mandat actuel, qui expire en 2013.

Dimanche les policiers, auxquels les manifestants imputent le carnage de vendredi, avaient disparu des rues de Sanaa, remplacés par des soldats en treillis, armés seulement de bâtons en signe d'apaisement.

"C'est le signe de l'échec de la sécurité dans la répression de la révolution et les foules qui étaient présentes aujourd'hui montrent qu'elles sont prêtes à de nouveaux sacrifices", a déclaré un porte-parole de l'opposition, Mohamed al Sabri.

Des chars et blindés étaient en position autour du palais présidentiel et devant les principaux points névralgiques de la capitale. Mais la tension dans la capitale semblait avoir baissé d'un cran.

De source gouvernementale, on déclare que le puissant voisin saoudien poursuit toujours ses efforts de médiation engagés dès avant vendredi entre gouvernement et opposants.

<http://fr.news.yahoo.com/4/20110320/twl-yemen-38cfb6d.html>

2a-3 Les grandes manœuvres

Etat d'urgence au Yémen après des heurts sanglants

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

De nouveaux affrontements ont éclaté dans la capitale du Yémen, Sanaa, lors d'une manifestation antigouvernementale organisée à l'issue de la prière du vendredi, faisant vingt cinq morts selon le ministère de l'Intérieur, une quarantaine selon des médecins.

Le président Ali Abdallah Saleh a proclamé l'état d'urgence, qui interdit le port d'arme aux citoyens ordinaires, et affirmé que la police n'était pas impliquée dans les violences.

"La police n'était pas présente et n'a pas ouvert le feu. Les affrontements ont opposé des citoyens à des manifestants. Il est clair qu'il y a des éléments armés parmi les manifestants", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Selon des sources médicales et des témoins, les forces de sécurité et des tireurs non identifiés ont ouvert le feu sur la foule et l'on déplore quarante deux morts et au moins deux cent blessés.

A New York, le Comité pour la protection des journalistes (CPI) a annoncé qu'un photjournaliste avait été tué par balles vendredi dans les manifestations de Sanaa.

Djamal al Charaabi travaillait pour l'hebdomadaire indépendant Al Masdar, précise le CPI en citant des médias locaux et le syndicat des journalistes yéménites. Un autre photjournaliste, employé par le service arabe de la BBC et non identifié, a été blessé à l'épaule, ajoute le CPI.

Le Yémen, où s'active une cellule d'Al Qaïda, est le second pays de la région à proclamer l'état d'urgence cette semaine, après Bahreïn où la loi martiale a été imposée mardi, avant une sanglante répression des manifestants antigouvernementaux.

Il n'est pas certain que Saleh soit en mesure de faire appliquer l'état d'urgence dans un pays très divisé et éprouvé par des semaines de troubles qui ont fait plus de soixante dix morts.

CONDAMNATIONS FRANÇAISE ET AMÉRICAINE

Selon des témoins, les forces de sécurité ont d'abord tiré en l'air pour empêcher des manifestants antigouvernementaux de quitter un campement érigé devant l'université de Sanaa, devenu le point de ralliement du mouvement contestataire.

Après les premiers coups de feu, les tirs se sont poursuivis et le bilan s'est alourdi. Des témoins ont signalé des tirs venant de plusieurs directions, ce qui rend difficile d'en identifier les auteurs.

Des manifestants et des dizaines de milliers de Yéménites réunis à Sanaa pour des prières ont accusé des tireurs en civil juchés sur des toits d'avoir tiré sur la foule.

Des jeunes gens se sont précipités sur l'un des bâtiments et ont appréhendé sept tireurs qui avaient ouvert le feu sur des manifestants, a rapporté un militant, Mohamed al Charaby.

Les Etats-Unis, qui ont longtemps considéré Saleh comme un rempart contre Al Qaïda, ont, comme la France, condamné l'effusion de sang.

"Nous condamnons avec fermeté les attaques meurtrières perpétrées aujourd'hui contre des manifestants à l'université de Sanaa", a dit le ministère français des Affaires étrangères.

"Il est maintenant impératif que cessent les attaques des forces de sécurité et de groupes armés pro-gouvernementaux contre des personnes exerçant leur droit d'expression et de manifestation", ajoute-t-il. Le président Barack Obama a condamné les tirs et a exhorté les autorités à protéger les manifestants pacifiques. "Il est plus important que jamais que toutes les parties participent à un processus ouvert et transparent afin de répondre aux préoccupations légitimes du peuple yéménite", dit-il dans un communiqué.

"RENDRE LE POUVOIR AU PEUPLE"

L'opposition yéménite a estimé ne plus pouvoir négocier avec le gouvernement Saleh après ces effusions de sang.

"Nous condamnons ces crimes", a dit Yassine Norman, qui assure la présidence tournante d'un groupe d'opposition. "Il n'y a plus aucune possibilité d'entente avec ce régime et il n'a d'autre choix que de rendre le pouvoir au peuple."

Saleh a promis de quitter la présidence en 2013 et a proposé une nouvelle Constitution accordant davantage de pouvoir au Parlement, mais il a refusé de partir immédiatement, ce qui constitue la principale revendication de ses adversaires.

Plusieurs alliés de Saleh ont récemment rejoint l'opposition en dénonçant la corruption et la montée du chômage. Quarante pour cent de la population du Yémen vit avec moins de deux dollars par jour et un tiers souffre de malnutrition.

(Reuters)

<http://www.fr.news.yahoo.com/4/20110318/twl-yemen-38cfb6d.html>

<http://www.convergencedeslutttes.fr/index.php?post/2011/03/18/ETAT-D-URGENCE-AU-YEMEN>

<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-etat-d-urgence-au-yemen-69641204.html>

Le Parlement approuve l'Etat d'urgence

Le Parlement du Yémen a approuvé mercredi l'instauration de l'Etat d'urgence pour 30 jours, signe supplémentaire de la volonté du président Ali Abdullah Saleh de garder le pouvoir malgré les grandes manifestations appelant à son départ.

L'adoption de la loi n'était guère qu'une formalité dans un Parlement dominé par le parti présidentiel. Le texte élargit les pouvoirs des forces de sécurité pour arrêter et détenir des suspects, suspend la Constitution, permet de censurer les médias et interdit les manifestations de rue.

Le président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, a proposé mardi de quitter son poste d'ici à la fin de l'année, alors que son mandat s'achève normalement en septembre 2013, mais l'opposition a rejeté ce compromis, exigeant désormais qu'il parte immédiatement. Plusieurs dizaines de milliers de Yéménites ont manifesté en ce sens dans l'après-midi à Sanaa, la capitale.

Ali Abudllah Saleh, qui est âgé de 65 ans, a estimé mardi que le Yémen risquait de plonger dans la guerre civile après la défection à l'opposition de plusieurs militaires de haut rang, dont son principal conseiller militaire, le général Ali Mohsen al-Ahmar.

Des ambassadeurs, députés et gouverneurs provinciaux ont également démissionné pour protester contre la répression violente de la contestation, et la mort d'une quarantaine de manifestants vendredi a déclenché des appels au départ du président dans l'armée, le clergé et parmi les chefs tribaux qui soutenaient jusque-là le chef de l'Etat. L'Associated Press a recensé environ 80 morts dans tout le pays depuis le début du mouvement il y a plus d'un mois.

23/3

AP

L'opposition conteste la validité du vote sur l'état d'urgence

23.03.

L'opposition yéménite conteste la validité du vote du Parlement qui a validé mercredi l'instauration de l'état d'urgence dans le pays en proie à un soulèvement populaire, a déclaré à l'AFP un député du parti islamiste al-Islah, Abdel Razaq Al Hejri.

Le député a dénoncé le vote comme "une falsification éhontée", affirmant que le quorum n'avait pas été réuni, 133 députés seulement sur 301 ayant assisté à la séance selon lui.

Le Parlement avait annoncé avoir approuvé l'instauration de l'état d'urgence dans le pays par 162 députés sur 164 présents (attention: bien 162 sur 164), sur un total de 301 parlementaires.

Tous les députés de l'opposition parlementaire, les indépendants et les députés du Congrès populaire général (CPG) du président Ali Abdallah Saleh ayant présenté leur démission en raison de la répression ont boycotté la séance.

Le président Saleh, de plus en plus contesté, avait proclamé l'état d'urgence le 18 mars après la mort de 52 manifestants tués par des tirs attribués à des partisans du régime.

Cependant, en l'absence d'une loi détaillant ce qu'est l'état d'urgence dans le pays, il n'était pas possible

de savoir dans l'immédiat si cette mesure signifiait l'interdiction des manifestations et du sit-in observé par des protestataires place de l'Université à Sanaa pour réclamer le départ de M. Saleh. Le CPG comptait quelque 170 députés, sur 301 membres du parlement, mais le nombre de démissionnaires parmi les députés du parti au pouvoir a été évalué à entre 40 et 50, selon des sources parlementaires.

Les jeunes contestataires qui campent depuis le 21 février sur la place de l'Université avaient appelé dès le matin les députés à voter contre l'instauration de l'état d'urgence.

"Un vote en faveur de la loi équivaldrait à approuver le massacre d'innocents", a affirmé un communiqué du mouvement des "Jeunes pour le changement" lu par un orateur au micro sur la place mercredi matin.

Dans des propos rapportés mercredi par l'agence officielle SPA, le chef de l'Etat s'est tourné vers les jeunes, leur proposant un dialogue direct.

"Le président comprend les revendications des jeunes et leurs aspirations, et les appelle à un dialogue transparent et sincère, loin des calculs partisans", a-t-il dit, dans une allusion aux partis de l'opposition parlementaire, qui ont rejoint la contestation sur le tard.

Mais les jeunes protestataires ont immédiatement rejeté la proposition du chef de l'Etat, les orateurs se succédant au micro pour répéter qu'ils exigeaient son départ immédiat.

Lâché par une partie de son armée, le président Saleh avait proposé mardi de quitter le pouvoir au début 2012, mais l'opposition parlementaire a rejeté cette offre, insistant pour qu'il parte immédiatement.

M. Saleh, dont le mandat expire fin 2013, a proposé "la tenue d'élections parlementaires avant la fin 2011, suivies de l'élection par les députés d'un président début 2012".

Les contestataires ont décidé d'appeler à de nouvelles manifestations vendredi, après la prière hebdomadaire, et certains ont proposé de marcher sur le palais présidentiel à Sanaa, selon le correspondant de l'AFP sur place.

La contestation, lancée fin janvier, avait pris de l'ampleur après la mort vendredi dernier de 52 personnes, tués par des tirs sur un rassemblement de l'opposition, attribués à des partisans du régime.

Le président Saleh semble de plus en plus isolé, après avoir été lâché par une partie de l'armée et par les tribus les plus influentes dans ce pays à structure clanique.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/yemen-l-opposition-conteste-la-validite-du-vote-sur-l-etat-d-urgence-23-03-2011-1373143.php>

2) Usa (le parrain)

Les grandes manœuvres

Les USA appellent à "l'arrêt immédiat" des violences

13/03/2011

Les Etats-Unis se sont dits "profondément préoccupés" par les violences au cours de manifestations au Yémen, qui ont fait des morts et des blessés ces derniers jours, et ont appelé à "l'arrêt immédiat des violences", dimanche dans un communiqué du département d'Etat.

"Les Etats-Unis sont profondément préoccupés par les informations faisant état de morts et de blessés dans les manifestations qui ont eu lieu au Yémen au cours de la semaine écoulée", écrit le porte-parole de la diplomatie américaine, Philip Crowley, en présentant les condoléances des Etats-Unis aux proches des victimes.

"La violence doit cesser immédiatement. Nous appelons le gouvernement yéménite à enquêter rapidement sur ces incidents et à faire le nécessaire pour protéger le droit de tous ses citoyens, en accord avec les engagements du président (yéménite Ali Abdallah) Saleh", poursuit le communiqué.

<http://ennaharonline.com/fr/international/6846.html>

Obama

Obama, Moubarak et le Yémen

nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information

Il y a une chose que les dépêches diplomatiques publiées par [WikiLeaks](#) montrait clairement: la valeur de la diplomatie américaine. La qualité des messages et la clairvoyance des analyses étaient les vraies révélations. Elles contrastaient avec les câbles de l'ambassadeur de France en Tunisie dont les analyses étaient affligeantes et qui n'avait jamais pris la peine de rencontrer un représentant de l'opposition.

Les événements en Egypte et au Yémen posent un problème autrement plus compliqué aux Etats-Unis et à [Barack Obama](#).

L'Egypte, qui reçoit 1,5 milliards de dollars d'aide des Etats-Unis chaque année, est un élément essentiel du dispositif américain pour contrer l'Iran.

Et le Yémen, dirigé depuis plus de 30 ans par [Ali Abdullah Saleh](#), est devenu une des bases arrières d'Al Qaeda(...) , mais en même temps les Etats-Unis ont une liberté presque absolue de mener la guerre aux affiliés d'Al Qaeda dans le pays.

La question à 1 milliard de dollars pour Barack Obama est simple dans sa formulation, mais presque impossible à résoudre: Comment préserver sa sécurité avec ses impératifs moraux, tels qu'ils ont été en particulier définis lors du [discours du Caire du 4 juin 2009](#) ?

La politique de [Jimmy Carter](#) qui avait fait des droits de l'Homme la ligne conductrice de sa politique étrangère, s'est révélée être un désastre. La diplomatie ne peut pas osciller entre ces deux extrêmes du spectre, la politique de la canonnière ou la naïveté de la politique des droits de l'Homme aussi louable soit-elle. Comment contrer l'Iran, contenir AlQaeda et soutenir ceux qui ont le courage de s'opposer aux despotes qui s'accrochent au pouvoir depuis plus de trois décennies ?

L'idéal pour Barack Obama serait une transition "à la [Ferdinand Marcos](#)", lâché par [Ronald Reagan](#) quand les Etats-Unis ont considéré que son maintien au pouvoir après tant d'années, menaçait la stabilité de la région en donnant des armes aux extrémistes.

Vendredi, Obama a suggéré que les Etats-Unis pourraient revoir leur aide à l'Egypte si Moubarak continuait à utiliser l'armée contre les jeunes qui manifestent.

Les câbles de WikiLeaks ont révélé les efforts de la diplomatie américaine pour convaincre Moubarak de libérer les dissidents et d'entreprendre les réformes nécessaires. En vain. Au lieu de promettre à la 25^e heures de grandes réformes, Moubarak ferait mieux de commencer par mettre fin au coupures des communications Internet et téléphoniques. Ce serait un premier geste.

[George W. Bush](#) et ses "[neocons](#)" croyaient dur comme fer que la chute de l'Iraq, le remplacement de [Saddam Hussein](#) par un régime démocratique entraîneraient, dans un vaste jeu de domino, une démocratisation de tout le Moyen Orient. La guerre d'Iraq s'est révélée un désastre total. L'onde de choc est finalement partie, mais de là où on ne l'attendait pas: d'un petit pays paisible. Elle risque d'être ressentie au delà de l'Egypte. Barack Obama doit décider maintenant de la politique qu'il entend mener et faire entendre sa voix clairement. Le monde musulman attend cela de lui.

<http://blog.lefigaro.fr/obamazoom/2011/01/obama-moubarak-et-le-yemen.html>

3) Les organisations.

La Ligue arabe condamne les "crimes contre les civils"

La Ligue arabe a condamné mardi les "crimes contre les civils" au Yémen, soulignant la nécessité de maintenir l'unité nationale et la liberté d'expression dans le pays.

Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion d'urgence, les ambassadeurs des pays membres de la Ligue arabe ont souligné l'importance du dialogue et des moyens démocratiques pour traiter les revendications du peuple yéménite.

L'organisation panarabe a exprimé sa préoccupation sur la détérioration de la situation et des violences au Yémen qui menacent l'unité, la stabilité et la sécurité du pays.

23/3

Source: xinhua

3 Vidéo

3-1 Un pont de la DGSE nous apprend qu'Al Qaïda n'existe pas...

Si on en croit cette vidéo piquée sur la télé du Sénat, le gibier en question ressemblerait fort au dahu, au yéti ou autre monstre du Loch Ness.

Vidéo dans laquelle un pont de la DGSE nous apprend tout tranquillement qu'Al Qaïda n'existe pas, eh oui. Comme quoi l'info distillée par les journaux et les télé est vraiment "fiable"...

Là on est entre gens sérieux, et c'est un professionnel du renseignement qui commente un rapport au Sénat, pas des délires de journalistes en mal de spectaculaire et de scoop.

<http://videos.senat.fr/video/videos/2010/video3893.html>.

4 Brèves

4-1 Les Etats-Unis considèrent M. Saleh comme un allié dans la guerre contre Al-Qaïda

L'opposition qui exige le départ de M. Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, a qualifié les incidents de "**massacre**", un thème qui a été largement repris samedi par les orateurs qui s'adressaient d'une tribune aux manifestants.

"*De quel droit le boucher et terroriste Ali Abdallah Saleh se permet-il d'instaurer l'état d'urgence alors qu'il est devenu une personne recherchée pour avoir commis un massacre contre le peuple*", a clamé l'un des orateurs.

L'état d'urgence donne en théorie aux forces de l'ordre la latitude de réprimer les manifestations et aux autorités le pouvoir de restreindre les libertés publiques pour imposer l'ordre.

Les manifestants ont indiqué avoir pris la décision de "*ne pas enterrer les martyrs du vendredi sanglants jusqu'à la chute du régime*".

A Aden, ville du sud à la pointe de la contestation du régime, quatre personnes ont été blessées, dont l'une par balle, lorsque des policiers et des soldats ont tiré samedi sur des manifestants tenant une barricade dans le quartier de Moalla à Aden, ont rapporté des témoins.

Les forces de l'ordre cherchaient apparemment à démanteler la barricade en place depuis deux semaines mais n'ont pas réussi à le faire, selon ces témoins.

L'un des manifestants a été touché par balle et les trois autres par des tirs de grenades lacrymogènes, selon ces mêmes témoins qui indiquent que des manifestants se sont ensuite dirigés vers un poste de police avec l'intention de le brûler.

19 mars /

4-2 Des officiers de haut rang rejoignent les protestataires.

Un groupe d'officiers de haut rang, dont le général Ali Mohsen al-Ahmar, a déclaré lundi qu'il rejoignait les protestataires contre le président Saleh.

Le général Al-Ahmar est le commandant de la zone militaire du nord-ouest, à savoir la 1^{ère} Division blindée. Il est l'un des demi-frères du président Ali Abdallah Saleh.

"Au nom de mes collègues dans l'armée, nous annonçons notre participation à la révolution pacifique des protestataires", a déclaré le général dans un message vidéo pre-enregistré au milieu de manifestants réunis devant l'entrée de l'université de Sanaa, la capitale.

A part le général al-Ahmar, le général Mohammed Ali Mohsen, commandant de la zone militaire du nord-est, et le général de brigade Hamid al-Qushaibi, commandant de la Brigade blindée 310 dans la province d'Amran (nord du pays), figurent également parmi les officiers de haut rang qui ont rejoint les protestataires, suite à la tuerie de vendredi, qui a coûté la vie à 52 manifestants à Sanaa.

Par ailleurs, des troupes militaires soutenues par des chars et des véhicules de la 1^e Division blindée ont été déployées lundi vers la capitale pour protéger les protestataires immédiatement après l'annonce de ces officiers.

Des sources diplomatiques à Sanaa ont indiqué que les ambassadeurs du Yémen en République tchèque, au Japon et en Syrie avaient démissionné de leur poste et du parti au pouvoir, en signe de protestation contre les récentes violences contre les manifestants.

Une autre source gouvernementale a indiqué que le gouverneur d'Aden avait également démissionné lundi de son poste et du parti, pour les mêmes raisons.

Dimanche, le président Saleh avait dissout son gouvernement et désigné un gouvernement chargé d'assurer l'intérim.

23/3 Source: xinhua

4-3 Ahmed Abderrahman : Les militaires accaparent la révolution.

Alors que la jeunesse avait courageusement lancé le mouvement de protestation contre le régime, ce sont des militaires pourtant impliqués dans tous les massacres qui se présentent comme la nouvelle alternative au président Ali Saleh, déplore News Yemen.

23.03.2011 Ahmed Abderrahman |

Je voudrais parler de ces jeunes que tout le monde semble déjà avoir oublié alors que ce sont eux qui ont pris tous les risques pour lancer le mouvement de protestation au Yémen il y a deux mois. Ce sont eux qui ont, les premiers, demandé la chute du régime. Ils ont scandé "Ali Saleh, dégage !", "Non à l'esprit partisan, non aux partis !", "Pour un Etat moderne, non aux tribus, non aux militaires !", sans compter "Le peuple veut la chute du régime !" [le slogan scandé dans toutes les révoltes arabes] . C'étaient là les mots d'ordre de la jeunesse qui rêve de liberté et qui veut vivre dans un pays où il leur serait permis de mener leur vie et de réaliser leurs ambitions. Ce sont eux qui ont lancé l'étincelle de la révolution.

Malgré les arrestations de la part du pouvoir et de l'ostracisme des médias, ils ont persisté et défendu leur droit de se réunir. Petit à petit, ils ont réussi à attirer les regards du monde entier et à faire de la place Taghiir [place du Changement, phonétiquement proche de place Tahrir, de la Libération, au Caire] le point de convergence où se mélangeaient les Yéménites de toute origine [citadins, tribaux, sunnites, zaïdites etc.], en se démarquant d'une histoire sanglante et en laissant leurs armes à la maison pour scander "silmiya, silmiya [pacifique, pacifique !]".

Ils voulaient s'émanciper aussi des partis politiques, dont les chefs étaient à leurs yeux aussi discrédités que le régime lui-même. Hachem Al-Abara, un jeune avec lequel je suis toujours en contact via Facebook, avait maintes fois exprimé sa crainte de voir la révolution tomber entre les mains de ces partis. Un autre, Abdel Nasser Al-Dumayni, appréhendait surtout que ce soient les chefs tribaux qui viennent se présenter comme les "sauveurs" à la rescousse des jeunes.

Je serais curieux de savoir ce qu'ils pensent aujourd'hui de ces militaires qui se présentent désormais comme les hérauts du mouvement [plusieurs militaires ont démissionné et rallié les rangs de l'opposition], alors qu'hier encore, ils étaient sur la liste des personnalités dont l'opposition demandait le transfert devant la Justice. Je me remémore les scènes du massacre qui a eu lieu vendredi dernier. Les jeunes ont accepté de mourir parce qu'ils étaient sûrs que leurs rêves continueraient de vivre. Ils étaient convaincus d'exprimer les aspirations de tout un peuple. Je ne peux m'empêcher de m'interroger désormais : Ont-ils offert leurs poitrines dénudées aux balles pour rien ? Car il semble qu'on s'apprête à remplacer un général par un autre général et de proposer comme alternative un esprit tribalo-militaro-salafiste encore plus prononcé que ce que nous connaissons déjà.

Le 22 mars en effet, on a assisté à la démission d'un nombre important de hauts gradés de l'armée [et à leur ralliement à l'opposition]. La figure la plus emblématique en est le général Ali Mohsen Al-Ahmar. Dans la mémoire des Yéménites, son nom est lié à la guerre en 1994 [contre les sécessionnistes du Sud] et à la guerre de Saada [contre la rébellion houthiste dans le Nord]. On le disait demi-frère du président, ce qui a été démenti par une chaîne de télévision appartenant à un autre membre du même clan tribal des Al-Ahmar.

Quoi qu'il en soit de son lien de parenté directe avec le président actuel, il s'agit de quelqu'un qui a été proche du régime. Il y a quelques jours encore, il participait aux réunions du conseil pour les affaires sécuritaires. Par ailleurs, il entretient d'étroites relations avec les milieux tribaux, avec les dirigeants du principal parti politique du pays [Al-Islah, dominé là encore par les Al-Ahmar] et avec la famille régnante en Arabie saoudite. Je crains de plus en plus que le destin du Yémen se décide malheureusement à l'extérieur du pays.

23.03.2011 Ahmed Abderrahman |

<http://www.courrierinternational.com/article/2011/03/23/les-militaires-accaparent-la-revolution>

5 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

5-1 Malbrunot : Ali Abdallah Saleh « On me demande de partir, mais je ne partirai que par les urnes »,

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Face à une opposition qui durcit le ton, le président Ali Abdallah Saleh au pouvoir depuis 32 ans ne compte pas démissionner. « On me demande de partir, mais je ne partirai que par les urnes », a déclaré le raïs yéménite, lundi, lors d'une conférence de presse à Sanaa.

Le 2 février, pensant désamorcer la grogne de son peuple, galvanisé par les exemples tunisien et égyptien, le chef de l'Etat avait annoncé qu'il ne se représenterait pas en 2013 et que son fils, Ahmed, ne lui succéderait pas.

Mais depuis les manifestations appelant à un changement de régime se sont poursuivies, à Sanaa, la capitale, mais surtout à Taz et à Aden dans le sud où douze personnes ont été tuées victimes d'une répression sanglante.

Et c'est précisément le recours excessif à la force qui a provoqué le raidissement de l'opposition.

Dimanche, celle-ci a appelé ses membres à rejoindre le flot des manifestants, composé jusqu'à présent d'étudiants.

« L'opposition a compris que le mouvement étudiant est entrain de se structurer grâce à Twitter et Facebook sur le modèle égyptien en vue de la manifestation du 24 février, elle veut être présente pour fédérer la révolte », analyse un observateur sur place, qui relève de plus en plus d'étudiants islamistes dans les cortèges de manifestants.

Après avoir dénoncé les auteurs de troubles en fin de semaine, l'influent chef islamiste Cheikh Abdelmajid Zindani a fait volte face hier affirmant, au nom de tous les oulémas du Yémen, que « toute agression contre les manifestants est un crime ». Zindani, un ancien proche d'Oussama Ben Laden en Afghanistan, est l'un des ténors de l'Islah, la formation intégriste qui domine la coalition des opposants à Saleh, au côté des socialistes sudistes.

Lundi, la contestation s'est également étendue au nord chiite, où des dizaines de milliers de personnes ont, à leur tour, réclamé la chute du régime. A Sanaa en revanche, des milliers de personnes ont entamé un sit-in devant l'université pour exiger le départ du raïs, mais comme la veille, les manifestants n'ont pas été inquiétés par les forces de sécurité. Dans sa conférence de presse, le chef de l'Etat leur avait demandé de ne pas tirer sur les protestataires.

En même temps qu'il résiste aux appels à quitter le pouvoir, Saleh cherche à apaiser la situation, en condamnant la violence des forces de sécurité au sud, ou en allant visiter le campus de l'université. Mais son offre, réitérée lundi, de dialogue a été rejetée par ses opposants. Pas de négociations tant que la répression sévit, insiste la Coalition d'opposition.

Celle-ci n'est pas « révolutionnaire », concède l'expert. « L'opposition veut arriver à la table des négociations que propose Saleh en position de force, notamment sur son exigence principale d'élire les députés à la proportionnelle ».

A Sanaa, grâce à l'appui des tribus, le raïs a encore la situation en main. En revanche, à Taz et surtout Aden « tout est possible », avertit l'expert.

Dans cette dernière ville, les activistes sudistes, qui militent depuis des mois pour la sécession, seraient également sur le point de rallier les étudiants.

Georges Malbrunot

22 février 2011

<http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/>

5-2 Nadine Acoury : Ali Abdallah Saleh est en bout de course.

La révolution commencée par les jeunes Yéménites a réussi à gagner l'adhésion et la participation du peuple tout entier, les tribus, les "séparatistes" du sud, les Houtistes du nord sous la pression du soulèvement populaire qui a gagné toutes les villes du pays, les défections, démissions et désertions de hauts fonctionnaires s'accélérent les révolutionnaires yéménites ont réussi à tenir sans recourir aux armes (dans un pays qui compte un million d'armes individuelles) malgré la répression sanguinaire qui a fait des dizaines de morts notamment vendredi 18/03 où 50 personnes ont été tuées dans l'attaque d'une mosquée à proximité de la Sa7at al Taghiyr (Place du Changement) à Sanaa

(voir la vidéo http://www.youtube.com/watch?v=BMvra-TYw_Q&feature=player_embedded)

Ali Abdallah Saleh est en bout de course mais les USionistes et leurs principaux alliés encore en place dans la région ne le laisseront pas partir de si tôt

ils se sont mordu les doigts d'avoir laissé filer trop facilement (pensent-ils) Benali et Moubarak, et surtout ils préfèrent un dictateur habitué à prendre les ordres et qui a besoin d'eux, à un inconnu à qui, au mieux ils devront tout expliquer, ou qui au pire, représentera vraiment le peuple

et ils ont déjà ordonné à Saleh sur inspiration de ses précesseurs de virer son gouvernement, mais ce geste est resté sans effet

et, sur inspiration du dictateur libyen, il continue à faire des discours sur le soutien que lui assure "la plus grande majorité du peuple" et sur "ceux qui appellent au chaos, à la violence, à la haine et à l'anarchie [qui] ne représentent qu'une infime minorité du peuple yéménite", histoire de gagner du temps, le temps que ses maîtres mettent en place une nouvelle intervention internationale peut-être?

L'exemple du Gadhafi sera utilisé jusqu'au bout, l'enjeu géostratégique du Yemen est primordial pour de nombreuses parties aussi bien localement (Arabie Saoudite et autres pays du Golfe) que mondialement mais l'expérience de ces derniers mois le montre tous les jours: ce que le peuple veut il finit par l'obtenir aussi élevé qu'en soit le prix

Nadine Acoury

4- 2 Kurt Nimmo, Georges Zeter : Utilisation de gaz neurotoxiques contre les manifestants au Bahreïn et au Yémen rapportent des médecins.

« Toutes les substances actuellement utilisées au Bahreïn pour disperser les émeutiers sont approuvées au niveau international, », proclame le directeur du tribunal militaire, Major Humood Saad devant le parlement, « Il dit aussi, qu'elles sont des substances naturelles et que l'interdiction de la police de les utiliser pendant les émeutes, signifierait que les policiers auraient à utiliser davantage des méthodes létales et potentiellement plus fortes, telles que des balles en caoutchouc », rapporte la télévision de Bahreïn.

D'un autre côté le Dr Aziz Abul proclame que la loi interdit au Bahreïn d'utiliser la guerre chimique contre ses ennemis, « mais autorise la police à l'utiliser contre son peuple. »

Des médecins ont confirmés que l'état du Bahreïn utilise bien des méthodes « plus violentes et potentiellement mortelles », afin de mettre abas les appels pour un gouvernement plus représentatif.

D'autres médecins témoins des manifestations anti-gouvernementales violentes dans la capitale du Yémen Sanaa ont dit que ce qu'on croyait être des gaz lacrymogènes tirés par les forces du gouvernement sur les manifestants sont peut être des gaz neurotoxiques, ce qui est interdit dans le droit international, rapportent le magazine The Australian.

« Le contenu de ce gaz qui rend les gens convulsifs pendant des heures. Il les paralyse. Ils ne pouvaient pas bouger du tout. Nous avons essayé de leur donner de l'oxygène, mais cela n'a pas fonctionné », a déclaré Amaar Nujaim, un médecin de terrain qui travaille pour le Secours islamique.

Pathologiste Mohammad Al-Cheikh a déclaré que certaines des victimes avaient perdu leur contrôle musculaire et étaient forcés de porter des couches.

Les rapports indiquent que des victimes de gaz neurotoxique apparemment utilisé par la monarchie contre ses citoyens. « Les militaires ont ouvert le feu mardi soir et utilisé ce qui était initialement supposé être du gaz lacrymogène pour disperser un groupe de manifestants qui tentaient d'apporter des tentes supplémentaires dans la zone de protestation devant l'Université de Sanaa, » continue le magazine The Australien.

Selon d'autres témoins, des soldats ont tiré des coups de semonce en l'air avant de tirer des gaz et des balles réelles sur des

manifestants ; en tuant un et en blessant au moins 50.

La majorité de la population chiite protestait contre al-Khalifa, la famille sunnite qui gouverne Bahreïn depuis plus de 200 ans.

Alors que les protestations ont portées essentiellement sur les demandes de réforme politique et à un meilleur accès à l'emploi, le logement et l'éducation, des manifestants ont également protestés contre une politique controversée d'accorder la citoyenneté aux sunnites de Syrie, de Jordanie et d'autres pays.

Plus tôt ce mois-ci, il a été signalé que le gouvernement saoudien avait expédié des douzaines de chars au Bahreïn. Des témoins oculaires ont rapporté avoir vu roulant sur la chaussée de 25 km du roi Fahd, qui relie la petite nation insulaire du Bahreïn à l'Arabie saoudite « 15 transporteurs de tank avec deux chars par remorque allant en direction du Bahreïn » (Reportage de RIA Novosti sur Mars 1.)

Ce n'est pas très clair où le Bahreïn a acquis des gaz neurotoxiques. L'Arabie saoudite, selon James Martin du centre des études de non-prolifération, n'a pas un programme d'armes chimiques ou biologiques d'armement.

Georges Zeter

Kurt Nimmo

Infowars.com

11/03/2011

<http://www.dazibaoueb.fr/article.php?art=21484>

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 CJPMO : Le gouvernement yéménite fait maintenant « disparaître » les activistes.

Malgré les tueries et les disparitions, des centaines de milliers de manifestants ont continué à envahir les rues de diverses villes du Yémen le 4 mars dernier en demandant la fin du règne de 32 ans du président Saleh.

Le gouvernement yéménite semble maintenant résolu à faire disparaître les activistes qui demandent la démission du président Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 1978. Selon Human Rights Watch (HRW), au moins huit personnes sont disparues dans les trois dernières semaines, après avoir été détenues dans la ville portuaire d'Aden, dans le sud du Yémen, par les forces de sécurité. Ils étaient tous membres du Mouvement sudiste qui, en plus de partager la colère des autres Yéménites au sujet de la pauvreté et de la forte progression du chômage, a également critiqué le régime Saleh pour avoir fait de la discrimination à l'encontre des résidents du Yémen du Sud, une république indépendante jusqu'à l'union de 1990 avec le nord.

L'un des détenus les plus importants est Hassan Baoum (75 ans), président du Conseil suprême du Mouvement sudiste. Le 20 février, des forces de sécurité en uniforme civil ont envahi l'hôpital d'Aden et se sont emparées de l'homme malade dans son lit d'hôpital, ainsi que son fils. Selon HRW, le gouvernement a fait disparaître un total de huit activistes yéménites. La répression gouvernementale des manifestations nationales a été particulièrement sévère à Aden. La plupart des 24 manifestants abattus pendant les deux dernières semaines de manifestations nationales ont été tués à cet endroit. Les organisations locales des droits de la personne ont signalé à HRW que 59 manifestants étaient détenus dans la seule ville d'Aden.

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) exhorte le gouvernement canadien à faire immédiatement pression auprès du président Saleh pour obtenir la libération des détenus. « Ces disparitions forcées constituent une intensification alarmante des répressions et une violation particulièrement sérieuse du droit international », a déclaré Thomas Woodley, le président de CJPMO. CJPMO croit que le gouvernement Saleh profite du fait que l'attention internationale est actuellement posée sur la Libye pour augmenter sa répression des contestations. CJPMO croit également que les critiques du gouvernement Saleh en provenance de l'Occident et du Canada restent muettes à cause de la coopération de Saleh dans la guerre contre la terreur conduite par les États-Unis.

La moitié de la population du Yémen vit sous le seuil de la pauvreté, le tiers souffre de faim chronique et le taux de chômage est à 35 pour cent. Les manifestations récentes ont été provoquées par un projet de modification de la constitution qui aurait permis à Saleh, s'il était adopté, de briguer la présidence pour deux autres mandats de 10 ans. Malgré les tueries et les disparitions, des centaines de milliers de manifestants ont continué à envahir les rues de diverses villes du Yémen le 4 mars dernier en demandant la fin du règne de 32 ans du président Saleh.

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

Le 8 mars 2011

Articles de CJPMO publiés par Mondialisation.ca

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 Yémen, et mouvement de la guerre

.Des combats entre rebelles chiites du nord Yémen et des unités militaires et tribales fidèles au régime de Sanaa ont fait vingt morts dimanche, ont annoncé lundi des sources militaires.

Les affrontements ont eu lieu dans la région de al-Jawf, proche de la frontière avec l'Arabie saoudite, selon ces mêmes sources.

Ils ont opposé des combattants de la rébellion houthie active dans cette région et des soldats et des éléments des tribus soutenant le président Ali Abdallah Saleh.

Romandie News

(AFP /

21 mars 2011

Analyse de Bruno DRWESKI :

Evidemment quand on les présente comme des "rebelles chiites", cela n'exige pas de "frappe humanitaires" ...même si

1/ ce sont des Zaydites (donc des chiites très proches des sunnites) et

2/ ce sont des être humains qui ont des droits égaux à tous les êtres humains

3/ la même répression vise également les "communistes" à Aden ...qui eux aussi sont des "rebelles" attaquables car "pas catholiques" ...mais qui sont aussi des êtres humains...

4/ la même répression vise également les manifestants "sunnites" à Sanaa ...mais eux aussi ne sont pas très "catholiques" ...

Et puis comme ce sont des "affrontements"...ce ne sont donc pas des "bombardements de civils"

...en glissant sur les mots, on peut retourner l'opinion comme une crêpe !

BD

PS. Même le Mouvement de la guerre français, oups!, le "Mouvement de la paix" s'y est laissé prendre ... il a regardé la carte et a découvert que la Libye ce n'était pas le Yémen tout de même ! donc corridors de bombes humanitaires occidentales ici, et corridors de bombes dictatoriales yéménites là-bas. On ne mélange pas les torchons et les serviettes !!!! (voir communiqué ci-bas !!!). ET pour Bahreïn, le Mouvement de la guerre et la paix demande une simplette "résolution" de l'ONU ...pas une intervention militaire contre l'Arabie saoudite. Là encore, on ne mélange pas les torchons et les serviettes. Ici protestations purement verbales, là on chauffe l'opinion en direction d'un "rapport de force à imposer à Kadhafi,..."

On peut quand même pas confondre la monarchie absolue avec base militaire US sur son sol qui envahit son voisin abritant la base de la flotte US du Golfe avec la dictature sociale, voire socialiste (?), kadhafiste brouillonne et récalcitrante (...parfois.) mais qui reste chez elle !

Le futur mot d'ordre du mouvement guerre et paix : "guerre à la paix et foutez la paix à la guerre !"

BD

Bruno DRWESKI"

6-2 La tendance dans le monde arabe

Les régimes se protègent grâce aux divisions sectaires et tribales

L'attention de l'opinion publique arabe se focalise sur les révoltes qui secouent le Yémen, Bahreïn, la Jordanie et la Libye pour réclamer des changements politiques et économiques. Alors que ces mouvements de protestations, qui ont fait des centaines de morts et de blessés, se poursuivent, on peut d'ores et déjà faire les observations suivantes :

1. Manifestement, les régimes arabes sont déterminés à réprimer férocement les protestataires avec l'appui des Etats-Unis. L'affaire s'est transformée en scandale à Bahreïn, où les autorités ont utilisé des mercenaires étrangers, encadrés par des officiers de services de renseignement britanniques et états-uniens pour protéger un régime chargé de gérer une importante base militaire considérée comme essentielle face à l'Iran.

L'histoire nous apprend qu'elle ne se répète pas systématiquement. Les derniers événements révèlent des divisions verticales dans les sociétés arabes et une tendance chez les régimes à exploiter ces divergences pour se protéger contre le vent de changement, quitte à provoquer des conflits et des guerres civiles entre des groupes sectaires et tribaux qui leur sont hostiles ou favorables.

2. Ces réalités mettent à nu les faiblesses et les carences des mouvements politiques arabes et leur incapacité à surmonter les divisions sociales traditionnelles. Ces mouvements vont se retrouver face à des défis intellectuels, politiques et de nature organisationnelle. Certains ne pourront pas dépasser les clivages sectaires et tribaux pour initier un véritable changement politique. D'autres, comme le « Mouvement sudiste » au Yémen, luttent pour la sécession afin de gouverner un mini-Etat. En dépit de ces obstacles que les régimes exploiteront pour rester en place et éviter le même sort que les régimes tunisien et égyptien, la détermination des mouvements de protestation se soldera nécessairement par l'apparition de nouvelles réalités qui obligeront les régimes à faire des compromis, comme cela sera probablement le cas en Algérie, où le régime s'entoure d'une base sociale relativement large et évolue d'une manière relativement indépendante de l'Occident. L'existence de grandes ressources dans ce pays facilitera des politiques de développement couplée à des concessions politiques. En Libye, Moammar Kadhafi a choisi, contrairement à Abdel Aziz Bouteflika, de s'ouvrir sur l'Occident, alors que le président algérien s'est opposé à l'occupation de l'Irak, en 2003, prenant des positions proches de celles de la Syrie.

3. L'évolution de la situation laisse penser que le monde arabe n'est pas à la veille de changements dramatiques qui vont renverser tous les régimes en l'espace d'un mois, conformément à l'effet domino, comme l'ont prévu des analyses naïves parues dans la presse occidentale. Il est cependant certain que les peuples arabes ont retrouvé leur âme et ont repris l'initiative, sous l'impulsion d'une jeunesse qui aspire à la liberté, à la justice sociale et à la dignité nationale.

Source : Réseau Voltaire

<http://www.voltairenet.org/...>

6-3 N.Raad : S.Nasrallah: Les peuples arabes triompheront. Les US complotent avec les régimes

Au cours d'un rassemblement pour le soutien des peuples arabes, le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah a salué les peuples révolutionnaires, se disant prêt à leur présenter toute aide nécessaire. Il a accusé les Etats-Unis de vouloir tromper les peuples, alors qu'ils ont toujours complotés avec les régimes. Tout en rejetant les allégations selon lesquelles AlQaïda et l'administration américaine sont derrière ces soulèvements, Sayed Nasrallah a appelé les peuples arabes à résister et les pays arabo-islamiques à les soutenir. Il a condamné les tentatives de donner à la mobilisation populaire à Bahreïn un caractère confessionnel, et assuré qu'au Liban la résistance est toujours forte et qu'elle sera prête à défendre le pays lorsqu'Israël va l'empêcher d'entamer le forage du pétrole en Méditerranée.

Voici le discours traduit du secrétaire général du Hezbollah, Sayed Hassan Nasrallah :

«Nous nous rassemblons aujourd'hui pour exprimer notre soutien aux peuples arabes et à leurs révolutions et leurs sacrifices, surtout en Tunisie, en Egypte, à Bahreïn, en Libye et au Yémen. Cette solidarité a une valeur morale parce que la ténacité, la résistance et la persévérance de ces peuples sont à l'origine de tout ce qui se passe aujourd'hui. Nous sommes à vos côtés, nous sommes heureux pour votre bonheur, nous prions Dieu pour que vous réalisiez la victoire, et nous vous disons que nous sommes prêts à vous tendre la main de l'aide pour votre intérêt.

Nous parlons de régimes pro-américains qui ne forment aucune menace pour la politique américaine. Comment alors les Etats-Unis peuvent-ils lancer des révolutions populaires avec cette force, alors qu'ils ne savent pas qu'elles seraient les alternatives ?

Est-il logique de croire que les Etats-Unis viennent provoquer des révolutions dans des régimes soumis à eux ? Ce n'est pas du tout logique.

Il est vrai que les sacrifices pourraient être considérables, mais avec la ténacité et la résistance, la victoire aura lieu en fin de compte.

Notre appel que nous lançons du Liban, le pays de la résistance libératrice et victorieuse à ces peuples est de persévérer et de patienter, et d'être surs de la victoire divine. C'est le seul choix à adopter.

Au lieu que ces régimes entament un dialogue sincère et des réformes sérieuses, ils ont proféré des accusations, des humiliations, et ils ont recouru aux meurtres. Ceci a compliqué les choses dans tous les pays, et a avorté toute possibilité de dialogue.

Une grande victoire a été réalisée en Egypte, en Tunisie alors que le régime libyen a entraîné le pays dans une guerre interne dure.

De même, à Bahreïn comme au Yémen, c'est grâce à la mobilisation pacifique des peuples que la guerre civile a été écartée.

Les Etats-Unis tentent de se présenter comme étant les défenseurs du changement et des réformes, mais nous appelons tout le monde à ne pas prendre au sérieux cette arnaque. De toute façon, nos peuples sont très conscients.

Nous rappelons que l'administration américaine est impliquée dans tous les massacres des régimes, et toute déclaration américaine sur le respect des droits et la condamnation de la répression n'a aucune crédibilité, et ce, à cause de la position américaine du peuple palestinien.

Il y a quelques jours, l'administration américaine a mis un veto pour empêcher que la stabilité ne règne en Palestine occupée. Bien que tout un peuple soit victime de meurtre, d'expulsion, et d'oppression, et qu'al Qods soit menacé de destruction, les Américains défendent le criminel, le boucher, celui qui bombarde une population sans armes.

A partir de là, toute déclaration américaine simulant une volonté sincère pour la défense des peuples en Egypte, en Tunisie, ou dans d'autres pays n'est qu'une hypocrisie.

Ils ont d'autres raisons qui les poussent à adopter une position pareille. Ils cherchent à mettre la main sur les ressources de ces pays, sur leurs champs de pétrole.

Je demande aux peuples arabes de regarder toujours vers la Palestine. Tant que cette administration soutient Israël contre le peuple palestinien, ceci signifie qu'elle ment dans tout ce qu'elle dit sur les droits de l'homme. Lorsqu'elle adopte une position différente, on peut parler de changement de la vision américaine.

Il faut être prudent face au jeu américain visant à détourner les révolutions, et il faut être prudent quant à un possible projet de division ou une guerre civile.

En Tunisie et en Egypte, la grande victoire a été réalisée et les despotes sont partis grâce à la ténacité des deux peuples, de leurs sacrifices, malgré les centaines de victimes. Mais c'est grâce aussi à la neutralité des deux armées et à l'impopularité des deux présidents. Zin el Abidin Ben Ali et Hosni Moubarak ont eu recours aux voyous pour attaquer les millions de personnes rassemblées dans les places. Ils n'ont pas trouvé de peuples qui les soutiennent.

Ils ont cru que ces deux peuples se contenteront du départ de ces présidents. Les Etats-Unis misaient sur cette option en vue de limiter les pertes.

(On m'informe qu'il y a un brouillage très fort sur les différentes chaînes satellitaires, ceci est un signe de faiblesse).

Ces peuples ont poursuivi leurs protestations et leurs revendications et nous appelons les deux peuples égyptien et tunisien à l'unité parce que la division pourrait engendrer une révolution contraire, surtout en Egypte, qui a une grande influence sur la cause palestinienne.

Les Egyptiens doivent savoir que nous portons tous nos espoirs sur eux.

En Libye, les gens se sont soulevés à Benghazi, Mesrata et ailleurs. Ils ont été alors tués. Les manifestations se sont ensuite étendues vers d'autres régions du pays. Le régime a imposé à la révolution pacifique populaire une guerre alors que le peuple revendiquait le changement sans aucun recours aux armes.

La guerre a alors commencé contre ce peuple de l'Est et de l'Ouest. Les images des chars blindés et des avions de combats nous rappellent ici au Liban l'invasion israélienne en 1982.

Ces grands massacres commis par le régime de Kadhafi doivent être condamnés de toute personne noble de ce monde et nous devons présenter tous les moyens de soutien pour permettre à ce peuple de résister.

Les Etats-Unis et l'Occident ont donné le temps nécessaire au régime libyen pour écraser la révolution, mais le peuple a résisté et a combattu et le monde a été embarrassé. Si ce régime avait réussi à écraser la révolution, on aurait désigné Kadhafi de nouveau et on aurait signé avec lui des contrats pétroliers.

Ces révolutionnaires n'ont qu'à résister et à combattre, nous avons une grande expérience dans les combats et nous trouvons à la vue des visages des combattants libyens qu'ils ont une grande décision, et qu'ils ne récapituleront pas.

La situation en Libye est très compliquée à cause du jeu international. Le peuple doit faire attention et résister jusqu'à réaliser la victoire.

Regardez la résistance au Liban qui a résisté pendant 33 jours. Du Liban je salue énormément les combattants à Benghazi, et à Mesrata.

Le grand massacre commis par Kadhafi contre le Liban, et al Qods se manifeste par l'enlèvement et la détention de l'imam Sayed Moussa Sadr. Tous les honnêtes et les partisans de l'imam suivent sa cause jusqu'à nos jours. Les propos positifs de Kadhafi en faveur de Sayed Sadr ne sont que de l'hypocrisie qui ne change rien à la réalité selon laquelle il est responsable de son enlèvement, et c'est lui qui a payé au gouvernement italien de l'argent pour camoufler sa cause. Nous espérons que notre imam sera finalement libéré.

Au Yémen, il y a certes de grandes complications à travers le meurtre des dizaines de personnes et la répression du peuple. Nous ne pouvons pas laisser passer sous silence ces actes. Nous saluons le peuple tenace au Yémen, et nous savons qu'il y a beaucoup d'armes dans ce pays, mais les protestataires veillent à ce que leurs manifestations restent pacifiques.

Quant à Bahreïn, permettez-moi d'en parler en détails. Tout le monde suit ce qui se passe à Bahreïn, mais dans ce pays il y a une forme d'oppression sans égal. A Bahreïn, cette petite île, un peuple est descendu pacifiquement pour protester, on a riposté par le meurtre et les tueries. Le gouvernement pouvait prendre des mesures pour restaurer la confiance avec le peuple. Mais face à la mobilisation des jeunes, on a riposté par le feu. Le peuple a répondu au feu par les fleurs, et a refusé toutes les accusations selon lesquelles cette mobilisation est due à des facteurs régionaux ou confessionnels. En contrepartie, le régime a convoqué des armées pour riposter.

Face à l'exemple libyen, la ligue arabe n'a pas bougé. Elle n'a pas envoyé d'armées pour défendre Mesrata, Ajdabiya ou d'autres villes. A Bahreïn, ils ont envoyé des armées pour défendre un régime qui n'est même pas menacé de tomber. Il est vrai que le peuple revendiquait des changements, mais l'opposition a manifesté pacifiquement. On a fait appel à des armées arabes. Elles ont pris d'assaut des hôpitaux, détruit les maisons de certains opposants. Les dirigeants n'ont pas pu supporter la symbolique de la place de la perle, ils l'ont détruite. Toutefois, nous pouvons surmonter tout ceci.

Les régimes sont de nature sauvage, mais le pire c'est d'accuser les opposants de semer la division confessionnelle. Je salue les hommes de religion sunnites au Liban et dans le monde arabe pour leurs positions nationales, patriotiques, et surtout celle du premier ministre turc Recep Tayep Erdogan.

J'interroge certains dans le monde arabo-islamique, qui gardent la bouche cousue face à l'oppression contre le peuple du Bahreïn. Pis encore, ils ont condamné cette mobilisation, les martyrs, les blessés, seulement parce qu'ils sont des chiïtes. Est-ce le fait d'appartenir une telle ou telle confession enlève aux gens leurs droits civiques ? Est-ce qu'il est permis de massacrer l'opposition bahreïnienne juste parce qu'elle est de majorité chiïte ?

Nous sommes toujours en faveur du peuple palestinien, que nous soyons musulmans ou chrétiens, sans se demander quelle est la confession de ce peuple. Personne ne s'est demandé quelle est la confession des peuples de la Tunisie, de l'Égypte et d'autres peuples. Il est de notre devoir de soutenir tous ces peuples opprimés.

Le guide suprême de la Révolution Islamique en Iran Sayed Ali Khamenei a adopté une position historique en faveur du peuple palestinien. N'est-elle pas une position religieuse et morale ?

Je me demande comment certains appellent les peuples égyptiens et tunisiens à descendre dans les rues, alors qu'à Bahreïn on adopte la politique de deux poids deux mesures.

Quelle est la différence entre le régime des Al khalifa à Bahreïn, et de celui de Moubarak ou de celui de Kadhafi ? Je comprends que lorsqu'il s'agit d'un régime opposé à Israël, nous demandons à son peuple de patienter, de trouver des issues pacifiques.

Mais ce qui se passe à Bahreïn n'est pas une mobilisation confessionnelle. Les autorités ont recouru à la force. C'est l'arme des gens impuissants qui ne pourra pas toutefois détruire la décision de ce peuple. Ne tenez pas compte des hommes de religion qui sont contre vous, parce qu'il y a de nombreux d'autres religieux sunnites qui vous soutiennent.

Je dis à nos frères à Bahreïn : Poursuivez votre lutte et patientez, vous avez une opposition sage et courageuse, votre sang va triompher sur les oppresseurs et les tyrans. Ce que vous faites mérite les sacrifices, même si le temps dure.

Je lance de plus un appel aux pays arabes et islamiques à assumer leurs responsabilités face à ce qui se passe dans le monde arabe. Ils doivent intervenir pour défendre les peuples. Les gouvernements arabes et islamiques doivent empêcher toute intervention étrangère. Malheureusement, l'irresponsabilité de ces régimes ouvre la voie à l'intervention américaine et étrangère en Libye, ce qui donne plus de force aux projets de division. Tout musulman doit intervenir pour trouver une issue dans ces pays.

A Bahreïn, il y a une crise de confiance tout comme au Yémen. L'opposition ne veut plus les autorités actuelles. Où est la médiation des pays arabes et islamiques ? Les pays qui ont dépêché leurs armées à Bahreïn devraient envoyer des ambassadeurs et des médiateurs.

Aujourd'hui, j'appelle les dirigeants de la nation, les élites et les dignitaires religieux à chercher des solutions convenables

pour mettre fin à l'effusion de sang et donner aux peuples opprimés leurs droits.

Passons au Liban, ces deux derniers mois nous avons remarqué qu'à la suite de la chute du gouvernement et de la nomination d'un nouveau premier ministre, une campagne contre les armes a débuté.

Tout a été dit, tout moyen médiatique a été utilisé. On a eu recours même aux dessins animés.

Dans la forme, tout ce qui a été dit au cours des festivals et dans tous les rassemblements, sans qu'aucune personne ne soit attaquée physiquement, prouvent leurs mensonges. L'armée, à côté de la nouvelle majorité, travaillaient de pair pour protéger ceux qui insultaient la résistance ! La preuve du non recours aux armes se manifeste donc par le fait que vous faites ce que vous voulez sans que personne ne s'en prenne à vous.

Dans le contenu : Pendant ces deux mois, nous n'avons rien entendu de nouveau pour le commenter. Il s'agit d'une reprise des mêmes slogans. Nous avons toujours dit que nous n'avons pas peur du dialogue, parce que nous avons une logique, et notre expérience est devenue une leçon qu'on apprend dans plusieurs écoles militaires.

La résistance est toujours prête, la collaboration entre l'armée, le peuple et la résistance se poursuivra. Leurs derniers exploits furent la découverte du système d'espionnage. Toute cette campagne ne fera qu'augmenter la foi des Libanais partisans en cette résistance.

Demain, lorsque n'importe quel gouvernement libanais décide de commencer le forage en mer à la recherche du pétrole et lorsqu'Israël menace notre pays, ce gouvernement ne trouvera que cette résistance qui fera peur à Israël et défendra le pays dans son droit d'avoir du pétrole. Ce n'est pas en récitant des poèmes, ni en ôtant les cravates qu'on acquiert notre droit au pétrole. Attendons alors pour voir à quoi ça servirait la veste !

En tout cas, cette campagne veut entraîner la résistance dans une dispute interne. A quoi sert-il d'expliquer aux gens les exploits de la résistance, mais c'est le peuple lui-même qui a réalisé ces exploits.

Donc, tant qu'ils n'ont pas de nouvelle logique, nous n'allons pas y répondre.

Leur deuxième objectif de cette campagne vise à nous provoquer. Nous rejetons toute provocation. Il n'est pas permis que nous soyons provoqués. Le but de toute provocation est la division sunnite-chiite. Ils souhaitaient à travers le Tribunal International entraîner le Liban dans une division sunnite-chiite. Nous connaissons à l'avance le contenu de l'acte d'accusation, et nous considérons que cet acte a été publié et qu'il n'a aucune valeur. Il n'y aura ni division ni conflit sunnite-chiite. Nous devons rester patients face à tout ce qui est dit dans les médias. Rien ne suscite l'inquiétude, la résistance va bien, ses armes sont saines et sauf, et la résistance surveille toujours l'ennemi, mais prenez garde que personne ne touche à elle.

Quand nous lisons les documents de Wikileaks, nous découvrons l'ampleur des espoirs portés sur l'ennemi israélien tout comme l'ampleur du désespoir né le 14 août.

La première partie des documents rapportent les analyses de Sisson et des autres responsables américains. Nous allons donc croire aux démentis de toute personnalité libanaise.

Mais la deuxième partie est sous forme de demandes, non pas d'analyse. Certains ont demandé à Israël d'occuper Bent Jbeil, de ne pas arrêter la guerre avant de détruire le Hezbollah, ni avant de dépêcher des forces multinationales, ni avant d'empêcher le Hezbollah de sortir victorieux.

Donc certains ont appelé l'ennemi à comploter contre le peuple libanais, ce ne sont pas d'analyses mais de positions et de demandes.

Certaines parties ont revu leur position et ont annoncé leur ralliement à la résistance, mais d'autres ont provoqué et ont appelé à la destruction du Liban pour atteindre des objectifs politiques et financiers. Le pire c'est qu'ils le font toujours aujourd'hui..

Les habitants de Bent Jebil, d'Aïta, ou d'autres régions, les gens qui ont été bombardés et massacrés vont déposer des plaintes contre ces gens, et nous verrons comment la justice va les juger. Bien que nous sachions tous les complots, nous avons appelé le 22 juillet à s'unir ensemble pour la reconstruction du Liban. S'unir avec qui ? Avec ceux qui ont participé à tuer nos femmes et nos enfants.

Mais aujourd'hui nous lisons leurs déclarations dans tous les médias. Donc, nous allons former un dossier juridique et le déposer devant la justice.

Au sujet du gouvernement, de grandes pressions sont exercées sur le président Mikati pour ne pas former le gouvernement à la base de la nouvelle majorité. Mais comment le faire alors ? Il y a des pressions au sujet du communiqué ministériel et de la politique générale.

Les pressions étrangères sont quelque chose d'anormale, et nous sommes prêts à divulguer des détails sur ce sujet dans l'avenir.

La nouvelle majorité formera un nouveau gouvernement dirigé par le président Najib Mikati et c'est un défi politique que nous devons relever.

N.Raad

20/03/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=7543&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=23&s1=1>

7 Annexe

7-1 Ikram GHIOUA : [FBI : Le futur 'terroriste' a-t-il un profil-type?](#)

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Les spécialistes pensent que le FBI applique des théories réductrices qui ne correspondent pas aux observations du gouvernement.

C'est dans une conjoncture particulière, marquée par de multiples révoltes populaires dans le Monde arabo-musulman où l'on note un rôle très timide pour ne pas dire insignifiant des formations et partis politiques à caractère islamiste, que les Etats-Unis d'Amérique s'appliquent à lancer un débat sur la dérive islamiste.

Aux Etats-Unis, certains cercles tentent de réaffirmer par ce débat que le profil d'un futur terroriste cadre avec le port d'une barbe et l'attachement à la religion musulmane. Des critères complètement dépassés et absolument absurdes pour certaines sources sécuritaires qui confient que la religion et le port de la barbe ne confirment en aucun cas le profil d'un futur terroriste soulignant que les juifs intégristes portent aussi la barbe.

Ce débat continue, en fait, d'asseoir des fausses théories sur des bases peu crédibles. Mais contrairement à ce concept qui vise à stigmatiser les musulmans, un centre de recherche américain indique que le processus menant à la radicalisation demeure très complexe et un cliché typique d'un futur terroriste ne peut pas être déterminé aussi facilement. C'est dire que les Américains sont plus conscients et balayent l'idée de l'assimilation du musulman au terrorisme.

Le Brennan Center for Justice de la New York University, vient de publier un rapport dans ce sens, à la veille même de la tenue par la Chambre des représentants américaine d'une audience très controversée concernant la radicalisation de la communauté musulmane. Dans ce rapport, indique l'AFP, on démonte complètement les conclusions simplistes sur le sujet, intitulé «Repenser la radicalisation» en faisant le point sur la recherche en matière de terrorisme made in USA. Depuis le 11 septembre 2001 le terrorisme menace les USA surtout que ce pays a été la cible de plusieurs tentatives terroristes dont les auteurs sont nés ou naturalisés américains. Dans ce contexte, une spécialiste des libertés civiles des musulmans aux USA, Faïza Patel souligne: «Une opinion peu étayée, réductrice sur «comment les gens deviennent terroristes» a gagné une légitimité injustifiée dans certains cercles antiterroristes» et d'ajouter: «Etant donné le caractère fragmentaire et contradictoire des connaissances, un observateur extérieur peut difficilement évaluer qui a raison dans ce discours ambiant.» La spécialiste ne manquera pas d'indexer le FBI et le Nypd (département de la police de New York) jugeant que leurs théories sont indûment réductrices et ne répondent pas aux observations et notes du gouvernement, ni aux nombreuses études des experts en sciences sociales et en psychologie. Contrairement à ceux-là qui se basent sur une étude plus scientifique fondée à partir d'analyses psychologiques et psycho-sociales, le FBI et le Nypd, «la dérive peut être stoppée dès ses débuts par des agents formés pour déceler les bons signes».

Une théorie qui ne s'aligne pas sur les principes actuels de la lutte antiterroriste, ni avec les nouvelles données intervenues. Pour des sources sécuritaires en Algérie, un futur terroriste peut ne pas avoir de religion. Toutefois, un sentiment de vengeance, un échec, une situation sociale ou une dépression survenue suite à un choc, sont autant de causes qui peuvent faire d'un être humain un terroriste en veille. Cette théorie est évoquée par des services qui jouissent d'une expérience incontestable dans la lutte antiterroriste et ayant pendant 20 ans étudié le profil d'un terroriste. Ces services concluent ainsi que le signe d'une barbe identifiant un musulman comme un terroriste devient complètement absurde.

Tenant compte de ce qui précède, Faïza Patel écrira qu'«il n'y a pas de personne-type qui deviendra un terroriste, pas de moyen de prédire l'avenir extrémiste de quelqu'un, et la pratique de l'Islam en elle-même ne conduit pas au terrorisme».

Dans ce même contexte, un rapport du ministère de la Sécurité intérieure américain souligne: «Il n'y a pas de trajectoire-type menant à la radicalisation politique (...), la progression ne peut pas être réduite à une série invariable d'étapes de la solidarité vers l'extrémisme»

Mais il est toutefois à noter malgré l'incroyabilité de certaines notions, celles-ci continuent par le biais de la police à cibler la communauté musulmane aux USA et la spécialiste prévient: «Il y a un risque que le sentiment par lequel, les forces de l'ordre ciblent injustement les musulmans, ait un impact négatif sur la volonté de certains membres des communautés musulmanes de coopérer avec la police, notamment le FBI, et de leur faire savoir dès qu'ils ont un soupçon ou une inquiétude.»

Ikram GHIOUA

10/03/2011

<http://www.lexpressiondz.com/article/5/2011-03-10/87036.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19